

BAROMETRE PLURICONSEIL - L'EXPRESS

sondage



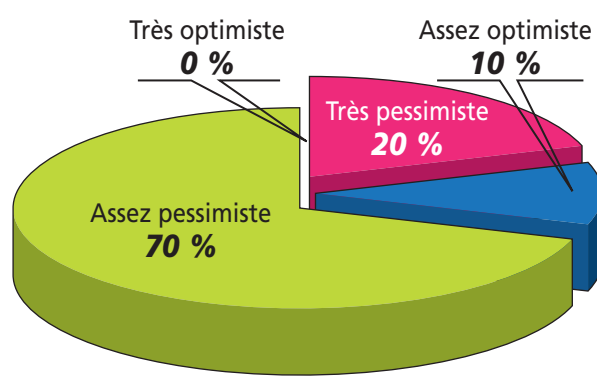
analyse
par Eric NG PING CHEUN

La hantise du chômage revient

Le pessimisme grandit chez les analystes qui sont unanimes à dire que le taux de chômage repartira à la hausse en 2009. Trois analystes sur cinq anticipent une baisse de 50 points de base du taux directeur.

1) Sur les perspectives économiques d'ici un an (mars 2010), êtes-vous...

Perspectives économiques d'ici un an



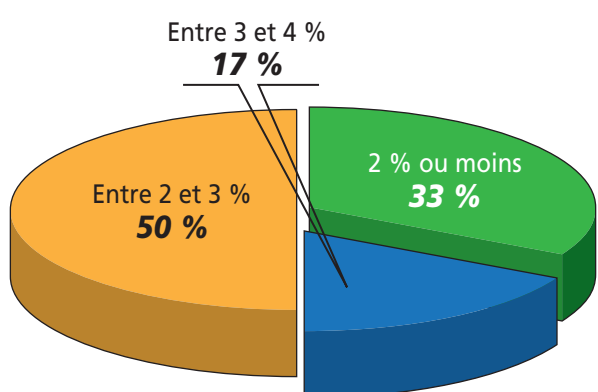
Situation alarmante

Désormais, neuf analystes sur dix sont pessimistes sur les perspectives de l'économie mauricienne d'ici mars 2010. La récession mondiale s'intensifiera dans la seconde moitié de 2009 et touchera durement notre pays. Une économie aussi ouverte que Maurice ne peut échapper à la contraction de ses marchés d'exportation. Afin d'amortir l'impact de la crise, les institutions gouvernementales et les entreprises privées devront faire preuve de plus de détermination à apporter des changements fondamentaux dans leur manière de fonctionner. Et il importe que le Central Procurement Board ne retarde pas les projets d'infrastructure.

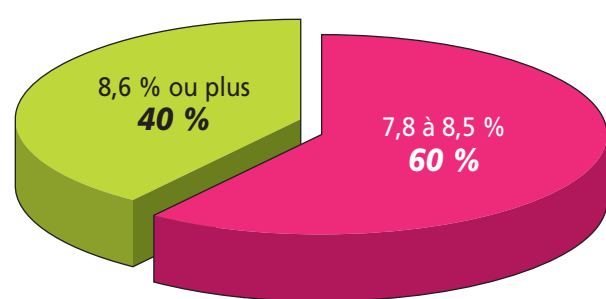
	Oct-08	Nov-08	Dec-08	Jan-08	Fév-08
Très optimiste	0%	0%	0%	0%	0%
Assez optimiste	27%	23%	20%	13%	13%
Assez pessimiste	70%	74%	67%	80%	70%
Très pessimiste	3%	3%	13%	7%	17%

2) Quelles sont vos estimations du taux de croissance et du taux de chômage pour l'année 2009 ?

Estimation du taux de croissance pour l'année 2009



Estimation du taux de chômage pour l'année 2009

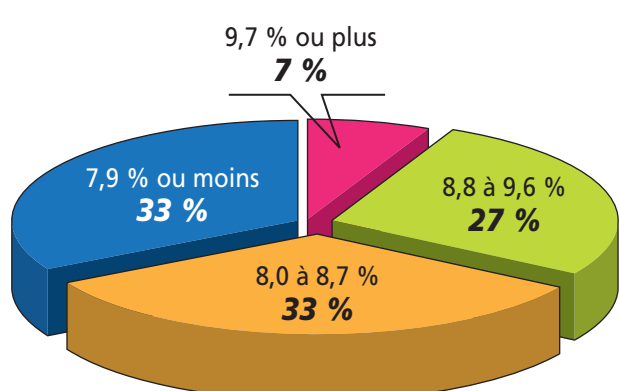


Le chômage en hausse

Les analystes s'attendent à ce que le Bureau des statistiques revise à la baisse son estimation du taux de croissance pour l'année 2009, car personne ne prédit une expansion de 4%. Selon un analyste sur deux, la croissance serait plutôt entre 2% et 3%. Pire, un analyste sur trois donne raison au Fonds monétaire international qui prévoit une croissance de 2%. C'est insuffisant pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail. C'est pourquoi aucun analyste ne se prononce pour une baisse du taux de chômage de son niveau de 7,8% enregistré en 2008.

3) Quelle est votre estimation du taux d'inflation d'ici un an ?

Estimation du taux d'inflation d'ici un an

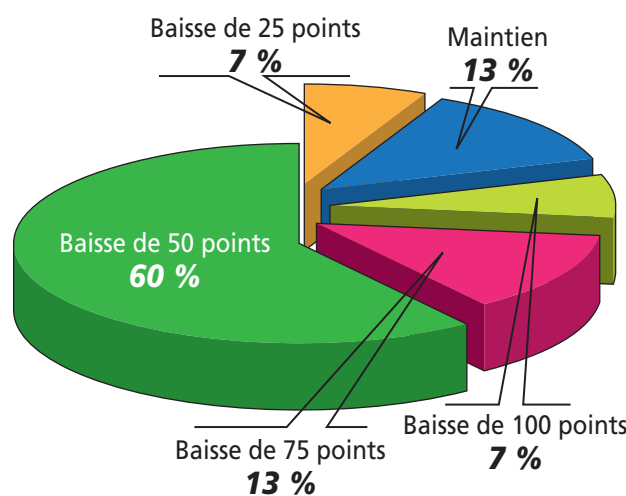


L'inflation supérieure à 8%

L'inflation en glissement annuel était de 8,8% en février dernier. Deux analystes sur trois pensent qu'elle restera à ce niveau d'ici mars 2010. Même si les prix des commodités sont à la baisse, la hausse du dollar fait monter les coûts du fret. La dépréciation de la roupie combinée aux baisses successives du taux d'intérêt alimentera l'inflation. Les pressions inflationnistes se manifesteront dans les statistiques officielles "once the favourable base effect is out of the equation".

4) Quelle orientation du Repo Rate prévoyez-vous à la prochaine réunion du Comité monétaire ?

Le Repo Rate à la prochaine réunion du Comité monétaire

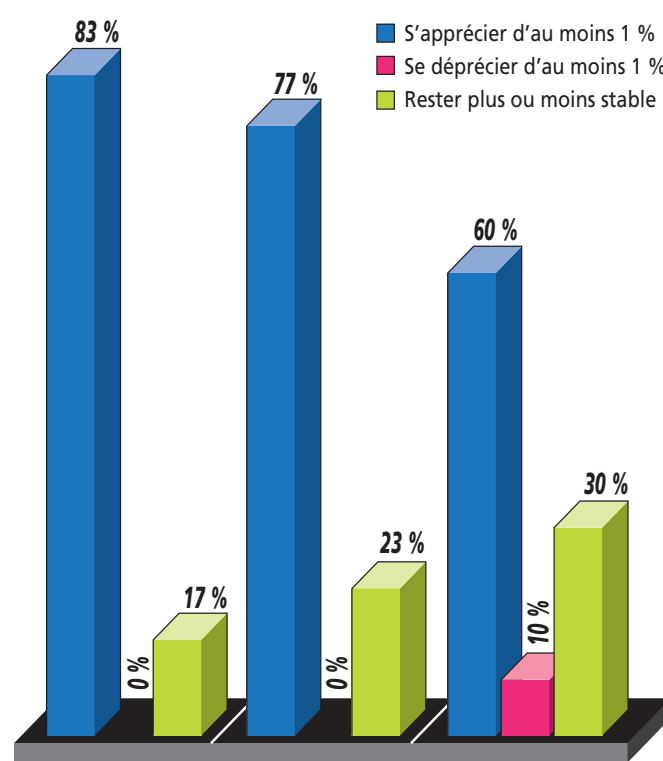


Baisse de 50 points

Comme lors du dernier baromètre, 87% d'analystes anticipent une troisième baisse consécutive du Repo Rate à la réunion du comité de politique monétaire prévue le 26 mars. Selon trois analystes sur cinq, la réduction sera de 50 points de base. Une décision dictée par la nécessité d'alléger les charges financières des entreprises. Mais c'est aussi une tentative d'inciter les banques à prêter plus qu'elles ne le font actuellement.

5) Quelle évolution des principales devises par rapport à la roupie prévoyez-vous d'ici trois mois (juin 2009) ?

Par rapport à la roupie d'ici trois mois

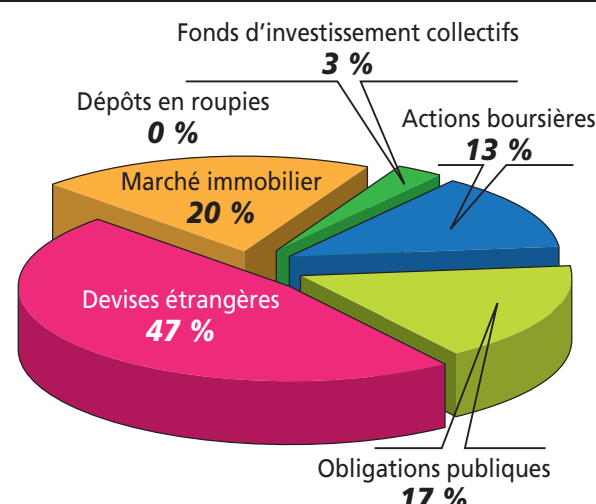


Le dollar roi

Les analystes sont encore plus nombreux qu'au dernier baromètre à miser sur la dépréciation continue de la roupie contre les principales devises dans les trois prochains mois. Ils interprètent la déclaration du gouverneur de la Banque de Maurice à Reuters comme une volonté d'affaiblir délibérément la roupie, mais pas trop. Avec la baisse des recettes d'exportation, les investissements directs étrangers ne seront pas suffisants pour soutenir la roupie, à moins d'une intervention de la banque centrale. Selon 83% d'analystes, le cours vendeur indicatif du dollar montera à Rs 35,13. Le billet vert se raffermira aussi parce que le monde a confiance en lui en temps de crise.

6) Quel type de placement local vous semble le plus favorable en ce moment ?

Le placement local le plus favorable actuellement



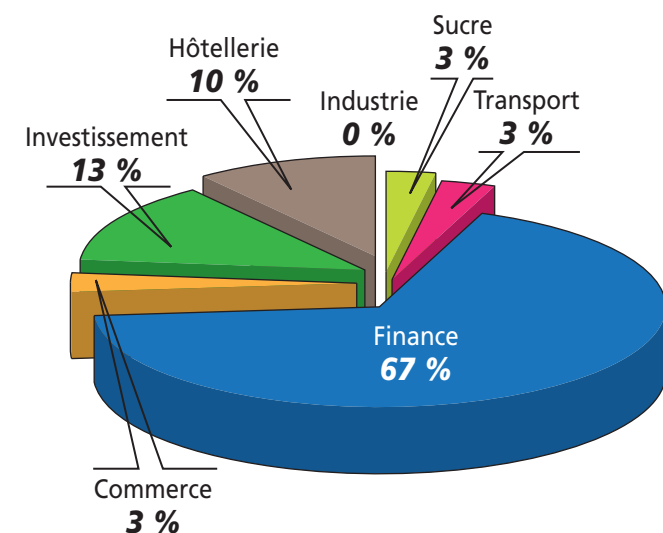
Les devises consolident leur position

Arrivées au premier rang des placements le mois dernier, les devises étrangères voient leur taux de préférence chez les analystes s'améliorer à 47%. Un tel choix n'est toutefois pertinent que si l'on arrive à réduire le "bid-ask spread" d'environ 6% que les banques imposent sur les transactions en devises. Sinon, on préfère investir dans des obligations sans risque, voire acheter des terrains dans des endroits encore peu prisés pour les revendre dans trois ans. Selon un analyste financier, "property remains resilient to a downturn".

	Oct-08	Nov-08	Dec-08	Jan-09	Fév-09
Actions boursières	7%	27%	23%	23%	13%
Obligations publiques	30%	10%	27%	23%	23%
Dépôts en roupies	13%	10%	3%	0%	3%
Devises étrangères	10%	13%	20%	23%	43%
Marché immobilier	27%	30%	20%	23%	13%
Fonds d'investissement	13%	10%	7%	7%	3%

7) Quel secteur au sein des valeurs boursières présentera le plus fort potentiel de valorisation d'ici six mois (septembre 2009) ?

Le plus fort potentiel de valorisation boursière

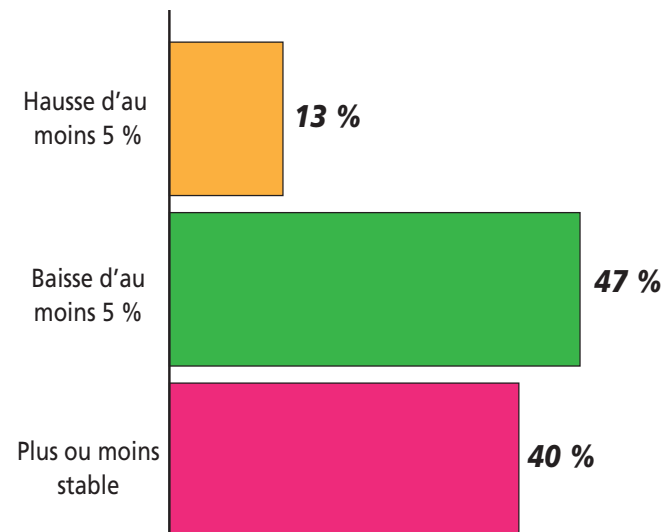


L'hôtellerie se relève

Pour 67% d'analystes, les valeurs financières représentent "good value", car les banques rebondiront avec le marché. Le rendement de l'action des banques est déjà supérieur au taux d'intérêt à l'épargne. Les valeurs hôtelières, elles, se relèvent difficilement, mais "are nearing floor price and can only go up", selon un économiste. Un autre affirme qu'elles offrent les meilleures perspectives de "capital gains" en raison de leur sous-évaluation actuelle et au vu de la dépréciation de la roupie.

8) Quelle orientation du Semdex prévoyez-vous d'ici six mois ?

Le Semdex d'ici six mois



Le marché toujours vendeur

Le Semdex a gagné 2,7% durant la semaine écoulée, mais 47% d'analystes estiment qu'il s'effondrera de nouveau pour passer sous le seuil des 895 points. La raison est que le marché boursier reste en position de vendeur, de surcroît bousculé par les investisseurs étrangers, malgré des ratios cours-bénéfices très attrayants. Il ne reprendra pas durablement à moins que le prochain budget national ne vienne rétablir la confiance dans les affaires.

	Oct-08	Nov-08	Dec-08	Jan-09	Fév-09
Hausse d'au moins 5%	7%	37%	27%	17%	7%
Baisse d'au moins 5%	60%	30%	37%	30%	53%
Plus ou moins stable	33%	33%	37%	53%	40%

Enquête réalisée par téléphone par PluriConseil, du 9 au 11 mars 2009, auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

Dépolitiser l'emploi

Après avoir reculé pendant les trois dernières années, le chômage inquiète à nouveau. Tous les analystes interrogés dans le présent baromètre sont d'avis qu'il remontera de son taux de 7,8% établi en 2008. Mais il n'y a pas lieu de tomber dans l'hystérie collective, devenue l'arme favorite de ceux qui cherchent à intimider le gouvernement. Nos syndicalistes les plus vociférants s'imaginent que des "licenciements massifs" sont en cours. Devant ce délire auquel participent aussi ses opposants politiques, le ministre des Finances promet deux budgets qui auront pour objectif de "préserver l'emploi".

Il n'existe pas d'objectif politique plus séduisant que celui-là, mais c'est un non-sens économique. Dans la vie réelle, l'emploi ne se préserve pas : il se détruit et se crée sous une forme nouvelle. Il n'y a pas de progrès économique sans risque de chômage. C'est seulement dans l'économie collectiviste que l'État se charge de donner un emploi à chacun.

Dans notre pays où la tradition du tout politique est encore prégnante, on politise l'emploi à outrance. Or le chômage est un phénomène qui évolue au rythme des alternances de prospérité et de déclin des entreprises, suivant que l'économie connaît des hauts et des bas. La solution est économique, et non politique. Entre l'emploi à vie dans la même entreprise et le chômage, la réalité économique impose des positions intermédiaires, tels le lancement d'un nouveau produit, des postes saisonniers ou l'annulation inattendue d'une commande.

Les autorités semblent vouloir sauver des emplois à tout prix. Selon ce que rapporte Reuters, la Banque de Maurice consent à couper le taux d'intérêt et à déprécier volontairement la roupie, au risque de faire repartir l'inflation. De son côté, le ministre des Finances envisage d'autres relances budgétaires, quitte à ce qu'elles alourdissent la dette publique.

On peut comparer ces politiques à la cortisone. Ce médicament n'est efficace que s'il est administré avec la plus grande prudence, mais lorsqu'il est utilisé sur une trop longue période, il tue progressivement les défenses naturelles immunitaires du corps humain. Ayant pris l'habitude de doper des entreprises en difficultés depuis des décennies, tous les gouvernements successifs se sont engagés dans le cercle vicieux de l'assistanat économique.

Mais les emplois si longtemps soutenus de façon artificielle disparaîtront tôt ou tard. Dans notre économie ouverte, la sanction viendra de la concurrence. La destruction d'emplois existants non viables est le préalable à l'émergence de nouveaux emplois selon les conditions établies par le gouvernement.

La pire des politiques est de relancer en faisant de l'inflation, car celle-ci brouille le système des prix à travers lequel communique le marché. L'inflation empêche la nécessaire réallocation des ressources vers des emplois productifs. Et elle prolonge l'échec des entreprises engagées dans des activités non rentables.

La crise mondiale joue un rôle de révélateur des faiblesses structurelles de nos entreprises. Une entreprise bat de l'aile soit parce qu'elle est mal gérée, soit parce qu'elle est dépassée, n'ayant pas suffisamment d'acheteurs. Dans les deux cas, il s'agit d'une inadéquation de la production aux changements voulus par les consommateurs.

Dès lors, il faut changer d'activité, de gammes de produits ou de débouchés. Les usines textiles doivent trouver des créneaux commerciaux autres que le bas de gamme ; les hôtels doivent viser des marchés asiatiques ; et les firmes offshore doivent offrir des services plus substantiels. Sinon, on baisse ses prix et on améliore ses services. C'est l'adaptation qualitative qui assurera la croissance.

Les reconversions des travailleurs se font d'abord à l'intérieur de l'entreprise. Celle-ci est un mini-marché du travail : elle déplace ses employés d'un emploi à un autre, et elle investit dans la qualité du personnel. L'embauche, la formation, l'expérience et le savoir-faire sont si coûteux à l'entreprise qu'elle ne se résoudra au licenciement qu'en dernier ressort, quand elle aura épuisé toutes les possibilités de mobilité interne. Le chômage n'est donc pas désiré par l'entreprise bien gérée, mais il se produit par nécessité économique.

Le chômage, c'est aussi le fait que l'entreprise s'abstient de créer des emplois plutôt que de recruter un personnel qu'il sera trop coûteux de renvoyer en cas de difficultés ultérieures. L'entreprise gère son personnel de manière à faire varier le moins possible ses effectifs par rapport aux fluctuations de son chiffre d'affaires. Augmenter ou diminuer les effectifs est une soupape de sûreté indispensable.

Les entreprises peuvent surmonter la crise économique par elles-mêmes pour peu qu'on dépolitise l'emploi : le gouvernement leur accorde une parfaite mobilité de la main-d'œuvre et une souplesse des salaires. On ne saurait figer les salaires dans des secteurs en récession aux mêmes niveaux que ceux dans des secteurs en expansion : les salaires doivent refléter les conditions du marché et varier en fonction de la situation de l'entreprise et de la productivité de l'employé. Cette individualisation des salaires fait éliminer la rente dont jouissent les salariés en place, les "insiders", au profit des chômeurs, les "outsiders".

L'embauche d'un jeune représente un coût supérieur à sa productivité de départ. Son salaire initial n'est qu'un droit d'entrée dans l'entreprise. Pour lui donner l'opportunité de prouver qu'il mérite un salaire plus élevé, cette barrière à l'entrée ne doit pas être mise trop haut. Cependant, le gouvernement n'autorisera une entreprise à recruter à tout niveau de salaire que si cela résulte en une hausse nette du nombre de ses salariés.

Le chômage ne peut être vaincu que par les entreprises. Laissons-les en porter seules la responsabilité. Sinon, elle retombera sur le politique.